



Vers un changement ?

Nous connaissons le nouveau Président de la République. François Hollande va prochainement s'installer à l'Elysée, mais d'ores et déjà de nouvelles élections se profilent avec les législatives (10 et 17 juin). Ce « 3^{ème} tour », comme le présentent les journalistes, permettra de constater si les français donnent au nouveau Président les moyens de mettre en œuvre ses choix politiques. Comme chacun le sait, Force Ouvrière et la FGF-FO en particulier ne donneront aucune consigne de vote, fidèles à nos principes d'indépendance.

Mais d'ici au 18 juin 2012, le Président de la République qui devrait prendre officiellement ses fonctions le 16 mai et constituer son gouvernement, pourra immédiatement prendre certaines mesures.

Pour la FGF-FO, deux décisions peuvent rapidement démontrer la volonté de changement du nouveau Président.

Tout d'abord, un dialogue social constructif, dans l'intérêt des fonctionnaires et agents publics. Cela passe par la réinscription de tous les points à l'ordre du jour des derniers CSFPE et CCFP largement boycottés, avec une véritable discussion de fond et le retrait de certains textes.

Ensuite, avant de rentrer sur des sujets plus complexes et transversaux comme l'organisation des services publics, leurs moyens humains et matériels et l'augmentation de la valeur du point d'indice, l'UIAFP-FO revendique **la suppression du jour de carence** imposé de manière arbitraire et inégalitaire aux fonctionnaires en cas d'arrêt maladie. (Rappelons que plus de 75 % des salariés du secteur privé ont leurs 3 jours de carence compensés et pris en charge par l'employeur grâce aux conventions collectives).

FO, 1^{ère} organisation de la fonction publique de l'Etat et moteur de la contestation sur ce dossier entend bien obtenir satisfaction.

Au nouveau Président de la République et son futur gouvernement de montrer que le changement peut être une réalité et non une simple promesse de campagne.

La FGF-FO compte prendre pleinement sa part dans le dialogue social à venir, de manière constructive et positive.

Le printemps 2012 sera-t-il enfin celui de la reconnaissance du service public, de ses missions et de ses agents ?

Nous le souhaitons et le revendiquons !

PARIS, le 9 mai 2012